



COMMUNIQUE DE L'UNION DEPARTEMENTALE CGT 44

Suite au suicide d'un chômeur à Nantes qui venait de se voir refuser son indemnisation chômage, l'union départementale CGT de Loire Atlantique tient à assurer de son soutien les personnels de Pôle Emploi et plus particulièrement, les salariés et usagers directement concernés par cet évènement, ainsi, que les proches de la victime.

L'UD CGT 44 dénonce l'hypocrisie de certaines déclarations. On ne peut se servir du professionnalisme et du respect des procédures de Pôle Emploi pour occulter les responsabilités en amont.

Depuis des années, les politiques publiques ont méthodiquement dégradé et déshumanisé le service rendu aux chômeurs en réduisant les moyens humains et financiers du service public et en appliquant de nouvelles règles d'indemnisations créatrices de précarité.

Comment imaginer que cette dégradation ne soit pas la cause de drames humains?

La dureté des règles d'indemnisation chômage ne permet pas aux travailleurs privés d'emploi d'accéder à un revenu décent. Rappelons que la majorité des chômeurs n'est pas indemnisée au titre de l'assurance chômage et que le RSA ne peut constituer un horizon pour personne.

Ce que nous vivons aujourd'hui est le résultat de décisions politiques (non remises en cause par l'actuel gouvernement) et syndicales (les accords UNEDIC ont été avalisés par certaines organisations syndicales), prises ces dernières années, sur l'organisation des services publics et la situation financière des chômeurs.

Déplorer ce drame affreux en valorisant le travail des agents de pôle emploi mais en occultant les causes du désespoir des privés d'emploi relève du contrefeu médiatique.

Les accords scélérats de Wagram, dits accords sur l'emploi, produiront très rapidement leurs effets : facilitation des licenciements, baisse de l'indemnisation ; toutes les conditions sont réunies pour que de nouveaux drames arrivent, les mêmes causes produisant les mêmes effets.

Contraints par le patronat à la précarité des CDD ou des temps partiels, victimes du chantage à l'emploi au nom de la recherche du profit, condamnés aux minima sociaux, jetés au chômage par million, les travailleurs de notre pays attendent du gouvernement des mesures d'urgence pour la justice sociale.

Nantes, le 21 février 2013